



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES

Accord cadre soumis au respect du code de la commande publique

Accord cadre de prestations de services

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS D'ASSISTANCE EN MATIERE DE FISCALITE

Procédure adaptée conformément à l'article R.2123-1 3° du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

**CAMPUS FRANCE
28, rue de la Grange aux Belles
75010 PARIS**

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1.	objet et carateristiques de l'accord cadre	3
ARTICLE 1.1	objet	3
ARTICLE 1.2	Allotissement :	3
ARTICLE 1.3	Montants de l'accord cadre :	3
ARTICLE 1.4	Procédure	3
ARTICLE 1.5	Technique d'achat	3
ARTICLE 1.6	Durée de l'accord cadre	3
ARTICLE 1.7	Convention de preuve	4
ARTICLE 2.	Modalités de commande possibles	4
ARTICLE 2.1	Forfait annuel	4
ARTICLE 2.2	Commandes par bon de commande	4
ARTICLE 2.3	devis prealable	4
ARTICLE 3.	Nature des prestations commandées	5
ARTICLE 3.1	forfait annuel	5
ARTICLE 3.2	Part à bons de commande	6
ARTICLE 4.	Documents contractuels	6
ARTICLE 5.	Respect du droit du travail	6
ARTICLE 6.	Prix	7
ARTICLE 6.1	Définition et contenu des prix	7
ARTICLE 6.2	Révision des prix	7
ARTICLE 7.	Modalités de règlement	7
ARTICLE 7.1	Avance/ Acomptes	7
ARTICLE 7.2	Service fait	8
ARTICLE 7.3	Factures	8
ARTICLE 8.	Pénalités de retard	8
ARTICLE 9.	Utilisation des résultats/ Cession des droits	8
ARTICLE 10.	Protection des données personnelles	8
ARTICLE 11.	Résiliation de l'accord cadre	9
ARTICLE 12.	Modifications relatives au titulaire	9
ARTICLE 13.	Exceptions au CCAG-PI	9

ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE

ARTICLE 1.1 OBJET

Cet accord cadre porte sur la réalisation de services de prestations de conseil et d'assistance en matière de fiscalité pour le compte de Campus France.

L'accord cadre comporte une prestation annuelle conclue à prix forfaitaire et une part à bons de commande.

ARTICLE 1.2 ALLOTISSEMENT :

Par application de l'article L2113-10 du code de la commande publique, l'accord cadre n'est pas alloti en l'absence de prestations distinctes identifiées.

ARTICLE 1.3 MONTANTS DE L'ACCORD CADRE :

Le montant annuel est le suivant :

- Montant annuel minimum : sans minimum
- Montant annuel maximum : 40 000 € HT

Si au terme de l'exécution de l'accord-cadre, le total des commandes n'a pas atteint le minimum fixé par l'accord-cadre, par dérogation à l'article 3.7.5 du CCAG-PI, le montant de cette indemnité ne peut dépasser les 5% de la différence entre le montant HT des prestations consommées et le montant minimum HT prévu à l'accord cadre. Le titulaire ne peut obtenir une telle indemnité qu'à la condition qu'il justifie le montant de sa marge bénéficiaire par tous documents utiles.

ARTICLE 1.4 PROCEDURE

La consultation est lancée selon une procédure adaptée, comme prévu à l'article R.2123-1 3° du code de la commande publique.

ARTICLE 1.5 TECHNIQUE D'ACHAT

Il s'agit d'un accord-cadre mixte conclu avec un unique opérateur économique, tel que décrit dans les articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

L'accord cadre comprend une prestation forfaitaire annuelle. Celle-ci ne fait pas l'objet d'un bon de commande.

Les commandes sont effectuées lors de la survenance d'un besoin.

ARTICLE 1.6 DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre prend effet à sa date de notification pour une durée totale d'un an. Il est reconductible trois fois par tacite reconduction.

Campus France peut ne pas reconduire l'accord cadre, sans indemnité, en envoyant trois mois avant l'échéance annuelle un recommandé avec accusé de réception au titulaire. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction ou non reconduction de l'accord cadre.

ARTICLE 1.7 CONVENTION DE PREUVE

Les courriels reçoivent la même force probante que l'écrit papier. Le titulaire est réputé avoir réceptionné un courriel une heure après son envoi par Campus France.

ARTICLE 2. MODALITES DE COMMANDE POSSIBLES

ARTICLE 2.1 FORFAIT ANNUEL

La prestation annuelle forfaitaire s'exécute de plein droit pour chaque année de l'année de l'accord cadre, sans émission de bon de commande.

ARTICLE 2.2 COMMANDES PAR BON DE COMMANDE

Campus France commande les prestations par bon de commande sur la base des items et prix figurant au bordereau des prix unitaires, conformément à l'article R 2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique ;

Quelle que soit la commande, aucune prestation ne peut être réalisée par le titulaire s'il ne s'est vu notifier au préalable une commande.

La notification des commandes ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Il est précisé que la durée d'exécution des commandes notifiées sur la base du présent accord-cadre ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre qu'à condition de ne pas méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les bons de commande mentionnent les prestations commandées parmi celles prévues au bordereau des prix unitaires, aux prix prévus dans ce dernier, et en prévoient la quantité.

Chaque bon de commande indique donc :

- Le numéro du bon de commande, valant numéro d'engagement,
- Le nom du titulaire,
- La référence de l'accord-cadre,
- La date d'émission de la commande,
- La désignation des services commandés,
- La quantité commandée,
- Le prix H.T. de chaque prestation,
- Le total HT pour l'ensemble de la commande,
- Le total TTC de la commande,
- La signature du représentant de Campus France.

ARTICLE 2.3 DEVIS PREALABLE

Campus France commande des prestations avec une rémunération au temps passé.

Pour ce faire, Campus France sollicite un devis auprès du titulaire. Il est fait usage des prix horaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires de l'accord cadre. Le titulaire indique la

quantité dans son devis. Il remet le devis à Campus France dans un délai de 5 jours ouvrés au maximum à compter de la réception de la demande.

Campus France formalise son accord sur le devis en notifiant au titulaire un bon de commande auquel est joint le devis accepté.

ARTICLE 3. NATURE DES PRESTATIONS COMMANDEES

Campus France peut commander les prestations de la manière suivante :

ARTICLE 3.1 FORFAIT ANNUEL

3.1.1 – Impôt sur les Sociétés

1. Création de secteurs comptables distincts (reconstitution de la balance des comptes du secteur des activités lucratives) avec ventilation des postes de charges et produits et des postes du bilan en fonction de leur affectation (lucratives ou non)
2. Réalisation de la liasse fiscale et des déclarations annexes (2050 à 2059 F et 2572) au titre de l'exercice pour les activités lucratives identifiées ; suivi de la déductibilité fiscale des provisions pour dépréciation, réglementées, pour risque et charges constituées en diminution du résultat fiscal et des reports de déficit antérieurs, analyse des amortissements et de l'aspect fiscal des corrections d'erreurs, ventilation des emprunts, calcul du résultat fiscal (réintégrations et déductions fiscales)
3. Détermination des bases et dépôt des déclarations de taxes annexes
4. Télétransmission de la liasse fiscale et autres déclarations + AR de dépôt
5. Déclaration DAS2 (collecte des éléments à déclarer, vérification des données communiquées et complétude des informations, établissement de la déclaration et télétransmission, accusé de réception et échanges avec le client)

3.1.2- Taxe sur les Salaires

1. Détermination du rapport d'assujettissement annuel à la TS
2. Assistance à la déclaration de liquidation annuelle de la TS
3. Assistance au calcul de la Taxe sur les Salaires (TS)

3.1.3- Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

1. Etude sur les recettes comptabilisées
2. Analyse des déclarations de TVA
3. Réconciliation des CA3 et comptabilité
4. Chiffrage
5. Analyse du taux de déduction utilisé sur la CA3
6. Calcul du coefficient de déduction annuel année n-1 et provisoire année n
7. Réconciliation avec les CA3
8. Rédaction et remise d'un livrable

3.1.4- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

1. Collecte des éléments nécessaires au calcul
2. Calcul du montant annuel de la cotisation
3. Etablissement et transmission à Campus France d'une pré-déclaration (déclaration finale établie et déposée par Campus France)

3.1.5- Veille réglementaire

1. Information sur les évolutions de la réglementation fiscales impactant Campus France
2. Prise en compte des évolutions de la réglementation fiscale dans la réalisation des prestations réalisées dans le cadre du marché/de l'accord cadre

ARTICLE 3.2 PART A BONS DE COMMANDE

Les bons de commande peuvent porter sur toute étude ou assistance spécifique en matière de fiscalité (facturation à prix unitaire) non prévue dans le cadre du forfait annuel objet de l'article 3.1.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de Campus France fait seul foi, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe, le bordereau des prix unitaires ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe relative à la protection des données personnelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; Le CCAG-PI bien que non joint est réputé connu des parties au présent contrat ;
- Le mémoire méthodologique du titulaire.

ARTICLE 5. RESPECT DU DROIT DU TRAVAIL

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'accord-cadre, le titulaire transmet :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;

2° Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, Campus France enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à Campus France, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le présent accord cadre peut être résilié par Campus France sans indemnité.

ARTICLE 6. PRIX

ARTICLE 6.1 DEFINITION ET CONTENU DES PRIX

Les prix du bordereau des prix, sont unitaires, appliqués aux quantités réellement réalisées.

Ces prix sont ceux qui ont été fixés librement par le titulaire dans son bordereau des prix unitaires lorsqu'il a répondu à la procédure de mise en concurrence.

Les prix sont réputés complets. Ainsi, et conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'attention du titulaire est attirée sur la circonstance qu'en application de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les frais et débours de tout type sont réputés compris dans les prix du bordereau des prix.

Toutefois, ils sont exprimés hors taxe à la valeur ajoutée.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE 6.2 REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes pour l'ensemble de la durée de la prestation.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 7.1 AVANCE/ ACOMPTES

Aucune avance n'est versée.

Les acomptes sont versés conformément à la réglementation.

ARTICLE 7.2 SERVICE FAIT

La facturation intervient en principe à terme échu après la constatation du service fait.

ARTICLE 7.3 FACTURES

Les factures du titulaire sont des factures dématérialisées.

Outre les mentions légales, les factures du titulaire portent les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier,
- Numéro complet du compte bancaire ou postal,
- Numéro de marché,
- Numéro d'engagement,
- Désignation des prestations commandées
- Quantité
- Prix unitaires HT,
- Montant total HT
- Taux et montant de TVA
- Montant TTC.

Elles sont transmises conformément à la réglementation à Campus France par voie dématérialisée et déposées sur le Portail **Chorus Pro**.

La date certaine de réception est la date d'arrivée sur le portail mentionné ci-dessus. Si ces formalités de transmission ne sont pas respectées, la demande de paiement est réputée non recevable car non conforme aux spécifications du marché. Le délai de paiement ne court qu'à compter de la réception des demandes de paiement conformes aux stipulations du marché.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours suivant la date de réception de la facture adressée par le titulaire à Campus France, sous peine d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

En complément et par application de la réglementation, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est versée au titulaire pour chaque paiement dû, à titre de compensation, des frais de recouvrement. Le montant de cette indemnité est fixé à 40 euros.

ARTICLE 8. PENALITES DE RETARD

Il est fait usage des pénalités de retard définies au CCAG-PI.

ARTICLE 9. UTILISATION DES RESULTATS/ CESSION DES DROITS

Il est fait usage des stipulations de l'option A du CCAG-PI.

ARTICLE 10. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

En mai 2018, est entré en vigueur le règlement général à la protection des données (RGPD).

En conséquence Campus France impose à tous les titulaires de ses contrats de se conformer à ce règlement. Il en est de même pour leurs éventuels sous-traitants tout au long de l'accord cadre.

Le dispositif RGPD mis en place pour le présent marché est prévu par les stipulations de l'annexe 1 au présent CCP.

ARTICLE 11. RESILIATION DE L'ACCORD CADRE

La résiliation de l'accord cadre obéit aux stipulations correspondantes énoncées au CCAG-PI.

ARTICLE 12. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

Le titulaire doit notifier au pouvoir adjudicateur toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social
- Modification du compte bancaire
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société
- Changement de raison sociale n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale

ARTICLE 13. EXCEPTIONS AU CCAG-PI

L'article 1.3 du présent document déroge à l'article 3.7.5 du CCAG-PI.